



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.



Gérer le présent et préparer l'avenir

Conférence de haut niveau des Présidents de Parlement sur le rôle des institutions législatives de transition pour le retour à un ordre constitutionnel durable dans les pays d'Afrique Centrale et de l'Ouest

Organisée par l'Union interparlementaire (UIP), le Parlement de Transition de la République Gabonaise et l'Institut International pour la Démocratie et l'Assistance Electorale (IDEA International) et avec le soutien de l'Union Européenne ainsi que de ses pays membres dans le cadre de Team Europe Democracy (TED).

5 - 6 mai 2025, Palais Léon Mba (Libreville/Gabon)

Déclaration de Libreville

Nous, présidents et représentants des Parlements du Gabon, de la Guinée et du Tchad, réunis à Libreville les 5 et 6 mai 2025 à l'occasion de la *Conférence de haut niveau sur le rôle des Institutions législatives de transition pour le retour à un ordre constitutionnel durable*, organisée par le Parlement de transition du Gabon, l'Union interparlementaire (UIP) et IDEA International en partenariat avec l'Union européenne dans le cadre de l'Équipe Europe pour la démocratie Europe,

Conscients des défis considérables auxquels nos pays sont confrontés dans les processus de transition politique,

Rappelant que la stabilité constitue l'un desdits défis pour les pays en transition d'Afrique centrale et de l'Ouest,

Considérant que les transitions politiques en cours sont l'expression d'un profond besoin de refondation de l'État et de redéfinition du contrat social qui lie ce dernier aux citoyens,

Rappelant également que les processus de transition, outre le retour à l'ordre constitutionnel durable, devraient aussi contribuer à instituer et vulgariser des pratiques de gouvernance qui rassurent les populations en garantissant ainsi la paix sociale,

Nous félicitant des progrès réalisés par nos différents organes législatifs dans le cadre desdits processus inclusifs avec le précieux soutien de l'Union interparlementaire et de IDEA international,

Réaffirmons notre attachement indéfectible aux principes de démocratie, de bonne gouvernance, d'inclusivité, d'état de droit et de respect des droits de l'homme,

Nous engageons à bâtir un avenir fondé sur, et porté par, une gouvernance clairvoyante qui répond véritablement aux attentes légitimes des populations et protège les droits des citoyens – cette transformation passant par une restauration de la confiance entre les peuples et leurs Institutions, à travers des processus de gouvernance transparents, participatifs et porteurs d'espoir,

F

Soulignons le rôle crucial des Institutions législatives de transition vers un retour à l'ordre constitutionnel, en tant que garants de la transparence, du dialogue national et du respect des aspirations des peuples, facteurs déterminant de la paix sociale,

Déterminés à poursuivre nos missions parlementaires, notamment à renforcer notre mandat législatif par une production normative adaptée aux contextes post-transition, à exercer notre rôle de contrôle démocratique d'une manière volontaire et avec responsabilité, en facilitant la médiation entre les citoyens et l'exécutif,

Nous engageons également à promouvoir, y compris par l'adoption de mesures législatives et incitatives, l'inclusion politique et sociale, notamment par la participation effective des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et des groupes marginalisés dans les processus décisionnels et institutionnels,

Insistons sur l'importance de garantir que le processus de transition prépare les pays à des élections libres, sincères et transparentes, et à la mise en place d'Institutions de gouvernance efficaces, redatables et accessibles, par le biais du développement et de la mise en place d'un cadre législatif fort qui garantit le respect des droits de chacun, la participation de tous, et un environnement sécurisé, pacifique et propice à l'expression de toutes les voix,

Estimons que pour atteindre une fin de transition paisible et pérenne, il est impératif de prévenir les violences électORALES, de lutter contre la désinformation, de restaurer et de raffermir la confiance des citoyens à l'endroit des Institutions,

En tant que Présidents de parlements de transition, **nous reconnaissions** notre rôle de leaders d'opinion et notre responsabilité de prévenir les tensions par le dialogue et la médiation, et qu'une transition bien menée est une condition essentielle à la stabilité à long terme,

Réaffirmons notre attachement à la protection des droits politiques, à la diversité des opinions, à la liberté d'expression et au respect mutuel entre toutes les composantes de la société, ces principes étant essentiels pour construire des sociétés ouvertes, résilientes et tolérantes, où chacun peut contribuer pleinement à la vie publique sans crainte de répression ou d'exclusion, ce qui constitue le socle d'une démocratie vivante et d'une gouvernance légitime et responsable,

Réaffirmons également notre volonté de construire des Parlements du futur qui soient forts, autonomes, efficaces, dotés de pouvoirs constitutionnels clairs, de moyens financiers et humains adéquats et des capacités institutionnelles nécessaires pour exercer pleinement leurs rôles législatif, d'allocation de ressources, de contrôle et de représentation, et **nous engageons** à prendre toute mesure législative ou autre possible, dès maintenant afin de faciliter cet objectif,

Reconnaissions l'importance d'ancrer les droits de l'homme dans toutes les actions parlementaires présentes et futures, et d'anticiper les risques sécuritaires en œuvrant pour la cohésion sociale et un développement équitable qui forgent une paix durable,

Soulignons l'importance de la solidarité régionale, notamment la coopération entre parlements, en particulier entre pays confrontés à des réalités similaires, ce qui comprend le partage d'expériences, l'entraide technique et politique, ainsi que de l'engagement collectif en faveur des valeurs communes, éléments essentiels pour renforcer nos processus respectifs et promouvoir une dynamique continentale de progrès démocratique,

Saluons les échanges fructueux tenus lors de cette Conférence, qui ont permis un partage d'expériences enrichissant sur la rédaction de lois, la construction d'un Parlement post-transition et l'interaction renforcée avec les citoyens,

Et enfin, **adoptons** solennellement la présente Déclaration de Libreville comme expression de notre engagement collectif à accompagner nos pays respectifs dans leur cheminement vers un avenir démocratique, stable et inclusif, fondé sur la paix, la solidarité régionale et le développement durable.

Nous adressons nos sincères félicitations au **Président Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA** pour son élection à la magistrature suprême de la République gabonaise, et lui formulons nos vœux sincères de succès dans l'exercice de son mandat,

Exprimons notre gratitude au Parlement frère de la République gabonaise pour avoir accueilli cette Conférence de haut-niveau, dont nous avons tiré de précieux enseignements qui permettront de consolider nos acquis inestimables lors du processus de transition et d'augurer des lendemains meilleurs à notre gouvernance revisitée et refondée,

Nous remercions l'Union interparlementaire pour son accompagnement régional et national, et IDEA International pour son soutien technique, et appelons à la poursuite de ces initiatives, dont nous souhaiterions profiter davantage, notamment en facilitant la tenue de rencontres régulières entre les Parlements de transition et de post-transition, que ce soit lors des Assemblées statutaires de l'UIP ou à d'autres occasions pertinentes, afin de renforcer cette dynamique de coopération, de suivre et de soutenir les progrès en intensifiant leur appui technique et politique au niveau national devant accompagner les parlements dans leurs efforts de réforme et de consolidation institutionnelle.

Fait à Libreville, le 6 mai 2025.

Les Participants